

MATHIEU BERLIER

ou

Comment être républicain à Montbrison
sous le règne de Louis-Philippe

L'Histoire a retenu les noms de deux républicains du XIXe siècle, nés à Montbrison, qui eurent tous deux un "destin national" : Eugène Baune (1) et Martin Bernard (2), tous deux députés de la Loire en 1848 et 1849, après avoir lutté contre le régime de Louis-Philippe sur les barricades, le premier à Lyon en 1834, le second à Paris en 1839. Montbrison a donné leur nom à une place et à une rue qui perpétuent leur souvenir.

On connaît évidemment moins l'histoire et le nom de ceux qui, vivant à Montbrison, étaient d'obscurs militants d'une République dont le nom seul faisait peur à beaucoup.

C'est à la rencontre d'un de ces "sans grandes" que nous sommes allés ; certes les sources sont moins nombreuses que pour un personnage important : cependant, grâce à des articles de presse dispersés et aux actes d'état-civil, nous avons retrouvé le personnage complètement oublié de Mathieu Berlier qui fut à Montbrison le président de la Société des Droits de l'homme et qui, à ce titre, a droit à une mention de quelques lignes dans le *Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français* de Jean Maïtron (3).

* * *

Mathieu Berlier naît à Montbrison le 11 floréal an XI (1er mai 1803). Il est le fils d'Antoine Berlier, armurier, et de Marie Egroisard : son père appartient à la petite bourgeoisie commerçante de la ville et tient boutique "rue de Moind" (actuelle rue de l'Hôpital). Le registre de la taille de 1789 indique qu'il paye, au titre de cet impôt, la somme de 17 sols (qui correspond à ce que versent d'autres artisans ou boutiquiers) (4). A l'époque de la Révolution, Antoine Berlier est suffisamment aisé pour participer à l'achat des Biens Nationaux : lorsque les biens des Chanoines de la Collégiale Notre-Dame sont vendus, Antoine Berlier achète une maison faisant partie de la prébende Lagarde (5) et qui était située rue du Cloître Notre-Dame. C'est là que Mathieu Berlier passe son enfance et son adolescence, à l'ombre de la Collégiale. Peut-être fréquente-t-il l'école que tient à proximité l'instituteur Grégoire Baune (7) et a-t-il pour compagnons de jeux les fils de ce dernier Eugène et Aimé ?...

Après son passage au collège, Mathieu Berlier commence des études de Droit, à une époque où ceux qui faisaient des études universitaires sont une petite minorité : nous ne savons quelle ville d'Université il fréquente mais son acte de mariage indique comme profession "étudiant en Droit" (8). C'est sans doute à cette époque qu'il adhère aux idées républicaines ; les étudiants ont toujours été un milieu propice à la fermentation des idées révolutionnaires.

(1) Eugène Baune (1799-1880), président de la Société des Droits de l'Homme à Lyon, condamné à la déportation perpétuelle par la Cour des Pairs après l'insurrection Lyonnaise d'avril 1834. Commissaire du gouvernement dans la Loire (1848). Député de la Loire à la Constituante (1848) et à la Législative (1849). Exilé après le 2 décembre 1851. Mort à Bâle (Suisse) en 1880.

(2) Sur Martin Bernard, cf notre article "Martin Bernard et sa famille" dans *Bulletin de la Diana*, t. XLIV n° 5 et, à paraître, "Un républicain méconnu : Martin Bernard" (*Centre d'Etudes Foréziennes*).

(3) J. Maïtron : *Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français*, 1ère partie : 1789-1864 t. I

Le 2 décembre 1825, le jeune étudiant - il a 22 ans - épouse, à Montbrison, Benoîte Emilie Coquard, âgée de 18 ans, fille de Pierre Coquard, chef de division à la préfecture, et de Marguerite Relave. On a pressé le mariage car un enfant est attendu : petit scandale dans ce milieu de la petite bourgeoisie montbrisonnaise dans lequel les conceptions prénuptiales ne sont pas fréquentes.

Mathieu Berlier devient alors employé à la préfecture de la Loire(9), peut-être grâce à l'appui de son beau-père qui est chef de division. Pendant quelques années, nous avons peu de renseignements sur la vie de Mathieu Berlier. La vie du jeune couple, qui réside rue du Cloître, est simplement marquée par la succession des naissances : Emile (1826), Marie (1828), Jacques (1829), Marie (mars, + sept.1830), Jacques (1831), Pauline (1832).

* * *

Juillet 1830 : "Les Trois Glorieuses" mettent fin, à Paris, au règne de Charles X et à la Restauration. Mais les républicains qui se sont battus sur les barricades sont frustrés de leur victoire par l'accession au trône du duc d'Orléans, représentant de la branche cadette des Bourbons et devenu Louis-Philippe "roi des Français" : ils seront irréconciliables. Aussi le règne de Louis-Philippe est-il marqué par une succession d'émeutes et d'attentats organisés par ceux qui le tiennent pour un souverain illégitime : à droite, les légitimistes, pour qui il n'est de roi qu'Henri V (le Comte de Chambord, petit-fils de Charles X) ; à gauche, les républicains pour qui seul le peuple est souverain.

C'est à partir de cette époque que Mathieu Berlier entre vraiment dans la vie politique montbrisonnaise. Il organise autour de lui une section de la *Société des Droits de l'Homme* dont il est le président. Cette société, d'orientation ouvertement républicaine a été fondée à Paris, dès les lendemains de Juillet, en 1830. Les débuts ont été modestes. Après l'échec, à Paris, de la tentative insurrectionnelle de juin 1832, la *Société des Droits de l'Homme* qui recueille les rescapés des "Amis du Peuple", démantelés par la répression, se développe rapidement : 3 à 4000 membres à Paris, de nombreuses sections en province. En octobre 1833, la *Société des Droits de l'Homme* publie à Paris, dans le journal *La Tribune*, un manifeste d'orientation nettement socialiste. Thiers, ministre de l'intérieur, décide de dissoudre la société et de suspendre le journal. En riposte, c'est l'insurrection, en grande partie spontanée : le mouvement éclate d'abord à Lyon en avril 1834. Eugène Baune, président de la section lyonnaise, est l'un des chefs de l'insurrection. Celle-ci est écrasée dans le sang (10). A Paris, le mouvement échoue également et se termine tragiquement par le massacre de la rue Transnonain.

Sur le plan local, St Etienne a été touché par l'agitation. M.Sers, préfet de la Loire, accourt, dès le 21 février 1834, "au milieu de la population ouvrière de St Etienne qui aurait pu, disait-on, éprouver quelque commotion de l'état de fermentation dans lequel étaient les ouvriers lyonnais" (11). Des rassemblements ont lieu place de l'Hôtel de Ville : un agent de police est tué, des manifestants arrêtés. Le 11 avril, alors que l'insurrection fait rage à Lyon, St Etienne est le théâtre de nouveaux troubles : 7 à 800 ouvriers se portent sur la manufacture d'armes mais sont dispersés par un escadron de gendarmerie. Les barricades établies par les manifestants sont enlevées.

(4) Marguerite Gonon : *Registre de la Thaille subsidiaire et vingtième de Montbrison, année 1789. Bulletin de la Diana, n°4, t. XXVII-1939-1941.*

(5) prébende : revenu fixe accordé à un ecclésiastique et en particulier à tout dignitaire (chanoine) d'une cathédrale ou collégiale.

(6) *Registre de vente des Biens Nationaux. Renseignements transmis par M. Francisque Ferret.*

(7) Grégoire Baune tenait une école au rez-de-chaussée de l'ancienne maison du chanoine Paporin (Dr Rey : "Historiettes loréziennes et vieux souvenirs", Montbrison 1896).

(8) Acte de mariage de Mathieu Berlier et Benoîte Coquard, 2 déc. 1825. Etat-civil, archives municipales de Montbrison.

A Montbrison, l'émotion est grande : la garde nationale (I2) est rassemblée et passée en revue par M. Barban, conseiller de préfecture et M. Bournat, premier adjoint au maire ; un détachement se rend à St Etienne pour participer au maintien de l'ordre. Le préfet du Rhône, Gasparin, qui a maté l'insurrection lyonnaise télégraphie à son collègue de la Loire : "Nous avons beaucoup de prisonniers et, de ce nombre, Baune, président de la Société des Droits de l'Homme. Ces fiers républicains ne tiennent nulle part, se bornant à tirer des toits sur nos soldats. Courage donc et qu'ils reçoivent à St Etienne, s'il le faut, une nouvelle leçon" (I3).

Les troubles continuent à St Etienne jusqu'au 15 avril. La Garde Nationale de Montbrison manifeste un grand zèle dans le maintien de l'ordre : "Nos concitoyens ont prouvé par leur dévouement combien ils étaient attachés à l'ordre" (I4).

A leur retour, les gardes nationaux reçoivent à Montbrison un accueil triomphal. A St Etienne, le calme est rétabli : "Les métiers battent".

* * *

Une fois le danger et la peur passés, vient le temps de la répression. A St Etienne, comme à Lyon, de nombreuses arrestations ont lieu sur l'ordre des magistrats chargés de l'instruction au nom de la Cour des Pairs (I5). On pourchasse les membres de la Société des Droits de l'Homme : Mathieu Berlier, qui a suivi avec angoisse le déroulement des événements, est arrêté à Montbrison, à son domicile du quai des Eaux Minérales au début de mai 1834. Le "journal de Montbrison" commente ainsi l'évènement : "M. Berlier, propriétaire à Montbrison, a été arrêté samedi dernier et transféré depuis à St Etienne, pour répondre de l'instruction relative aux derniers événements. Nous avons appris avec la plus vive peine cette arrestation. M. Berlier est père de famille (I6); il a des relations d'amitié avec un très grand nombre de personnes à Montbrison, et il inspire le plus grand intérêt. Personne ne pourrait articuler un reproche en preuve que M. Berlier ait voulu porter atteinte à l'ordre, pour satisfaire des idées hostiles au gouvernement qu'on lui suppose. Tout le monde au contraire est à même d'apprécier les bonnes qualités de M. Berlier. Nous espérons qu'il sera remis en liberté" (I7).

Une pétition signée par les notables de notre ville a été adressée en faveur de M. Berlier, le lendemain même du jour de son arrestation.

On aura noté que le Journal de Montbrison - malgré les lois sur la presse - est ouvertement favorable à Mathieu Berlier ; n'oublions pas pour le comprendre que le propriétaire et rédacteur du journal est Michel Bernard, frère aîné de Martin Bernard, républicain modéré et membre de la loge maçonnique des *Commandeurs du Phénix* (I8). D'autre part, l'arrestation de Mathieu Berlier a soulevé l'émotion des notables de la ville car, malgré ses idées, il appartient quand même à leur milieu. Enfin, beaucoup de ces notables montbrisonnais, s'ils ne sont pas républicains, détestent le régime de Louis-Philippe car ils sont restés légitimistes : le procès des compagnons de la duchesse de Berry (I9) qui vient d'avoir lieu devant la Cour d'Assises de Montbrison et de se terminer par un acquittement retentissant, le démontre. Beaucoup de notables légitimistes

(9) Montbrison fut préfecture de la Loire jusqu'en 1855.

(10) Cf. Fernand Rude : *Le Mouvement ouvrier à Lyon de 1827 à 1832* Paris, 1944.

(11) *Journal de Montbrison* du 22 février 1834 - Archives de la Diana.

(12) La garde nationale : milice de citoyens, chargée du maintien de l'ordre et de la défense de la Constitution. Elle comprenait tous les contribuables capables de payer leur équipement et élisait ses officiers.

(13) *Journal de Montbrison*, 12 et 13 avril 1834.

(14) *Journal de Montbrison*, 19 avril 1834.

(15) Par ordonnance royale du 15, la chambre des Pairs, seconde chambre législative, est convoquée en cour criminelle pour procéder au jugement des mouvements qui ont eu lieu à Paris, Lyon, St Etienne et autres villes du royaume (*Journal de Montbrison*, 19 avril 1834).

n'ont pas dû marchander leur signature au bas de la pétition en faveur de Mathieu Berlier. D'ailleurs, à cette époque, la presse gouvernementale dénonce constamment la collusion des républicains et des "carlistes" (20).

Mathieu Berlier reste, malgré l'intervention de ses compatriotes, emprisonné à St Etienne, puis à nouveau à Montbrison, pendant huit mois. Il n'y a rien contre lui dans son dossier, sinon son activité à Montbrison au sein de la section de la *Société des Droits de l'Homme*. Finalement, un arrêt de la Cour des Pairs du 16 janvier 1835 le met hors de cause et il est libéré.

Cet évènement a causé une satisfaction générale dans notre ville (21).

*
*
*

Jusqu'en 1848, nous ne trouvons plus guère trace de Mathieu Berlier. Curieusement, ce sont les actes de naissance de ses enfants qui nous apprennent que ses convictions républicaines n'ont pas changé. Depuis son emprisonnement, il les affiche même ouvertement en donnant à ses enfants des prénoms évoquant le souvenir des "grands ancêtres" jacobins : ce qui, d'ailleurs, n'est pas le moins étonnant, c'est que ceux-ci sont acceptés par l'état-civil de Montbrison ! Son fils, né le 10 mars 1837, est prénommé Saint-Just (22); un second, né le 11 juin 1839, reçoit les prénoms de Pierre, Couthon (23), et un troisième, né le 7 juillet 1840, ceux de Couthon, Emile. Au total, Mathieu Berlier et Benoîte Coquard eurent dix enfants (cf arbre généalogique).

*
*
*

Ce n'est donc qu'en 1848 que les documents nous permettent de retrouver la trace de Mathieu Berlier. En effet, la Révolution de février 1848 provoque l'avènement de la République. Un gouvernement provisoire est formé à Paris, la république est proclamée, le suffrage universel adopté. Dans la fraternisation générale semble s'ouvrir une ère de progrès et de liberté.

Que se passe-t-il pendant ce temps dans la Loire ? Le 28 février, avec quelque retard, le conseil municipal de Montbrison fait allégeance au nouveau régime. A St Etienne, on profite de la confusion générale pour proclamer St Etienne préfecture de la Loire. A Montbrison on craint que le ralliement peu empressé à la République ne nuise à la ville et ne conduise le gouvernement à entériner la décision des stéphanois. La municipalité décide donc d'envoyer auprès de Ledru-Rollin (l'un des membres les plus importants du gouvernement provisoire) une délégation : celle-ci est formée de deux conseillers municipaux - MM. Bourboulon et Portier - auxquels on a adjoint deux hommes : Michel Bernard, parce qu'il est le frère de Martin Bernard dont on espère l'intervention, et Mathieu Berlier parce qu'il apporte à la délégation une authentique caution républicaine. Martin Bernard accepte d'intervenir et fait accorder, le 4 mars 1848, une audience à cette délégation qui est reçue par Ledru-Rollin : celui-ci promet de ne porter "aucune atteinte à l'état de choses établi" (24) ; la préfecture restera à Montbrison.

(16) Mathieu Berlier est alors le père de cinq enfants vivants.

(17) *Journal de Montbrison*, 3 mai 1834.

(18) *Bibliothèque Nationale, Fonds Maçonnique, Archives de la Loge de Montbrison*.

(19) *La duchesse de Berry, mère du Comte de Chambord ("Henri V") avait débarqué à Marseille et tenté, en vain, de soulever le Midi, avant de gagner la Vendée. Les légitimistes arrêtés en Provence furent, pour des raisons de sécurité publique, jugés à Montbrison.*

(20) *Carlistes : partisans d'Henri V, petit-fils de Charles X.*

(21) *Journal de Montbrison*, 24 janvier 1835.

D'autre part, lorsqu'Eugène Baune, devenu commissaire du gouvernement pour le département de la Loire vient à Montbrison, du 5 au 7 mars 1848, Mathieu Berlier est au premier rang pour l'accueillir. Il participe au grand banquet qui lui est offert et au cours duquel sont prononcés de nombreux discours. Il fait partie du Comité électoral, formé le 15 mars, qui désigne les quatre candidats républicains de l'arrondissement de Montbrison (Laurent Chavassieu, maire de Montbrison, Eugène Baune, Martin Bernard et Me Mouillaud) pour les élections à la Constituante. Le 10 avril, les festivités recommencent pour accueillir Martin Bernard, commissaire du gouvernement pour les départements du Rhône, de la Loire, de la Haute-Loire et de l'Ardèche.

* * *

Par la suite, Mathieu Berlier n'apparaît plus dans nos documents. Il doit assister avec amertume à l'échec de cette République désirée pendant tant d'années ! Il quitte Montbrison car les actes d'état-civil, consultés jusqu'à la fin du siècle ne comptent plus aucun acte concernant la famille Berlier. A notre avis, Mathieu Berlier quitte Montbrison lorsque la préfecture est transférée à St Etienne le 1er janvier 1856.

Les archives, on le voit, sont lacunaires ; mais les renseignements qu'elles nous apportent ne sont cependant pas négligeables. Ils nous aident à répondre à la question : qu'est-ce qu'un républicain dans la première moitié du XIXe siècle dans une petite ville conservatrice de province ? Mathieu Berlier est assez représentatif d'une petite bourgeoisie instruite (il a été étudiant en droit), peu fortunée (il n'apparaît pas sur les listes d'électeurs censitaires) et qui aspire à jouer un rôle politique. Mathieu Berlier est l'un de ces "sans grades" du mouvement républicain grâce auxquels survit, à travers tant de régimes monarchiques, l'idéal fraternel de la République.

Claude LATTA

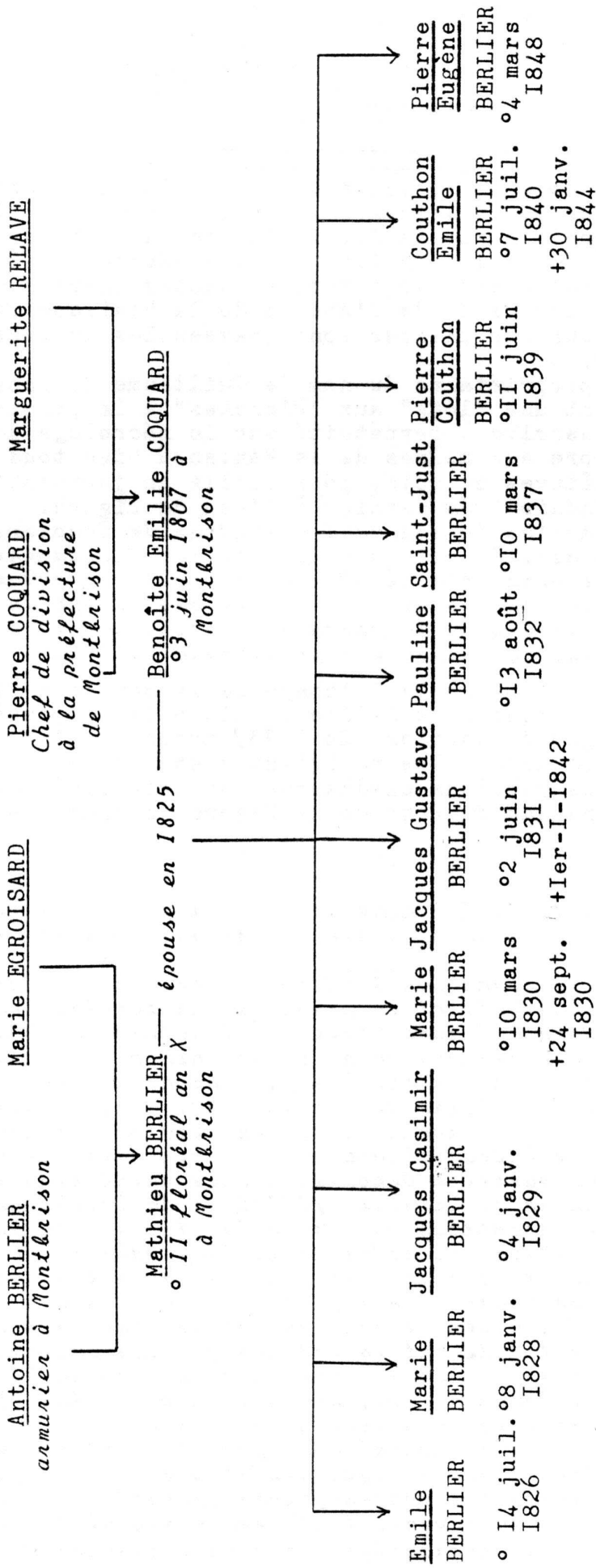
(22) *Saint-Just (Louis), 1767-1794, membre du Comité de Salut Public pendant la Terreur. Ami de Robespierre, il fut guillotiné avec lui après le 9 thermidor.*

(23) *Couthon (Georges), 1755-1794. Il formait avec Robespierre et Saint-Just le triumvirat qui, au sein du Comité de Salut Public, s'occupait de la politique générale.*

(24) *Journal de Montbrison, 11 mars 1848.*

&&&&
&&&&
&&&&

TABLEAU GENEALOGIQUE



(Sources : Etat-civil de Montbrison)